

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Liste des abréviations	7
Introduction	15
1. Droit des personnes et des familles	15
§ 1. Un objet actualisé	15
2. Toutes les personnes	15
3. Toutes les familles	16
4. Droits voisins	17
5. Sciences et droit. Interactions	19
§ 2. Une méthode révisée	22
6. Structurer les individus, les familles et la société ?	22
7. Accompagner les besoins juridiques nouveaux	30
§ 3. Un objectif mesuré	33
8. Situation. Conventions	33
9. Division	34
10. Bibliographie des ouvrages et articles généraux	34

TITRE I

Les personnes

11. Personnes et choses	37
12. Ni personnes ni choses ? Embryons, dépouilles mortelles et animaux	37
13. Personne et personnalité. Division	40

CHAPITRE I

Le statut civil des personnes physiques

14. Division	41
-----------------------	----

Section I

L'acquisition et la perte de la personnalité

§ 1. Acquisition de la personnalité	41
15. Bibliographie	41
1. <i>La naissance</i>	42
16. Naissance et viabilité	42
17. Enfant mort-né	43

2. <i>La conception</i>	43
18. Fiction <i>infrans conceptus</i>	43
19. Détermination du moment de la conception.....	44
§ 2. Perte de la personnalité	44
20. Bibliographie	44
1. <i>Le décès</i>	45
21. Effet du décès	45
22. Définition de la mort.....	46
2. <i>La disparition</i>	47
23. Traitement légal des incertitudes quant au décès.....	47
24. Disparition. Déclaration judiciaire de décès.....	47
3. <i>L'absence</i>	49
25. Incertitude de la mort et de la vie.....	49
25-1. Présomption d'absence. Procédure.....	49
26. (suite) Droits personnels du présumé absent.....	50
27. (suite) Droits patrimoniaux du présumé absent	50
28. La déclaration d'absence. Effets personnels et patrimoniaux.....	51

Section 2 L'état des personnes

29. Notion. Division.....	53
30. Nationalité et état (des personnes).....	53
§ 1. Caractères généraux	55
1. <i>L'état des personnes relève de l'ordre public</i>	55
31. Indisponibilité.....	55
32. Imprescriptibilité.....	55
33. Indivisibilité.....	56
2. <i>Caractères des actions d'état</i>	56
34. Notion. Compétence exclusive du tribunal de la famille.....	56
35. Indisponibilité. Acquiescement et désistement	57
36. Prescriptibilité.....	57
37. Caractère personnel et réservé.....	58
38. Autorité absolue de la chose jugée.....	58
§ 2. La preuve de l'état des personnes par les actes de l'état civil	59
39. Bibliographie.....	59
40. Notions. Division.....	59
1. <i>Organisation de l'état civil</i>	60
1° Les officiers de l'état civil	60
41. Niveau communal.....	60
42. Situations extraterritoriales.....	61
2° Les registres et leur publicité	61
43. La réforme d'une réglementation obsolète.....	61

44.	La Banque de données des Actes de l'État Civil	62
45.	Accès directs. Extraits et copies.	64
2.	<i>Les actes d'état civil</i>	65
46.	Acte de naissance.	65
47.	Acte de naissance d'un enfant trouvé.	66
48.	Acte de reconnaissance ou de reconnaissance prénatale d'enfant.	66
49.	Acte de déclaration de choix de nom.	67
50.	Acte de modification de l'enregistrement du sexe.	67
51.	Acte de mariage.	67
52.	Acte de décès.	68
53.	Acte d'enfant sans vie	69
54.	Acte d'absence.	70
55.	Acte de changement de prénom.	70
56.	Acte de changement de nom.	70
57.	Acte de divorce.	70
57-1.	Acte d'adoption.	71
57-2.	Acte de nationalité belge.	71
3.	<i>La force probante des actes de l'état civil</i>	71
1°	Preuves légales de l'état des personnes	71
58.	Force probante authentique.	71
59.	Preuve exclusive. Absence, perte, destruction	72
2°	Preuves basées sur le registre de la population	73
60.	Registre de la population. Tenue et contenu.	73
61.	Registre national des personnes physiques.	74
62.	Carte d'identité.	76
63.	Passeport.	76
4.	<i>La rectification des actes de l'état civil</i>	76
64.	Domaine.	76

Section 3

L'identification des personnes

§ 1.	Le nom et le prénom	77
65.	Bibliographie	77
1.	<i>Généralités</i>	78
66.	Notion. Droits de la personne en rapport avec son nom.	78
67.	Caractères généraux.	80
2.	<i>Le nom de famille</i>	81
68.	Nom patronymique ? Division.	81
1°	Transmission	82
69.	Division.	82
(i)	Établissement simultané des filiations	83
70.	Transmission égalitaire et conventionnelle.	83
(ii)	Établissement successif des filiations	85

71.	A. Filiation paternelle ou comaternelle établie après la filiation maternelle...	85
72.	(suite) Déclaration parentale conjointe d'attribution du nom paternel ou comaternel. Constitutionnalité.....	85
73.	B. Filiation maternelle établie après la filiation paternelle ou comaternelle...	87
(iii)	<i>Unicité et absence de filiation</i>	87
74.	Filiation unique : nom du seul parent.....	87
75.	Absence de filiation : nom choisi par l'officier de l'état civil.....	87
(iv)	<i>Filiation adoptive</i>	87
76.	Modification du nom de l'adopté.....	87
77.	(suite) Dérogations judiciaires en cas d'adoption simple.....	88
2°	Rectification	89
78.	Une jurisprudence critiquable de la Cour de cassation.....	89
3°	Changement	90
79.	Notion. Motifs de changement	90
80.	Procédure.....	92
81.	Effets	93
3.	<i>Le prénom</i>	93
1°	Attribution	93
82.	Notion. Autonomie de la volonté.....	93
83.	Titulaires du choix.....	95
2°	Changement	95
84.	Procédure administrative.....	95
§ 2.	Le sexe	96
85.	Bibliographie.....	96
86.	Importance juridique du sexe et du genre.....	97
1.	<i>Détermination</i>	99
87.	Mention d'un seul sexe aux composantes multiples.....	99
88.	Intersexualisme. Action en rectification de l'acte de naissance.....	99
2.	<i>Changement</i>	100
89.	Transgenderisme. Position de la question.....	100
90.	Droits fondamentaux.....	101
91.	Procédure de modification de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance.....	104
92.	Conséquences de la modification de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance.....	107
§ 3.	Le domicile	109
93.	Bibliographie.....	109
94.	Généralités. Division.....	109
1.	<i>Domicile</i>	110
95.	Notion et caractères.....	110
96.	Domicile civil et domicile judiciaire : domaines d'application.....	111
97.	Domiciles de droit : domicile professionnel et domicile apparent	111
98.	Domicile dérivé : mineurs.....	112
99.	Domicile élu.....	113

2. Résidence et adresse de référence	114
100. Résidence.....	114
101. Adresse de référence.....	115

CHAPITRE 2

Les droits de la personnalité

Section 1

Généralités

102. Notion. Sources.....	117
103. Caractères.....	119
103-1. Nomenclature.....	121

Section 2

Droit à la vie

104. Bibliographie.....	122
§ 1. Droit au respect de la vie	123
105. Notion. Sources.....	123
106. Titularité. Embryon et fœtus.....	124
§ 2. Droit à la maîtrise de sa vie	125
107. Acceptation juridique.....	125
108. Suicide (autonome).....	125
109. Euthanasie et suicide (médicalement) assisté.....	126
109-1. (suite) Patients mineurs.....	132

Section 3

Protection et maîtrise du corps

110. Bibliographie.....	133
§ 1. Droit à la protection du corps	136
111. Notion. Sources.....	136
112. Exceptions.....	137
113. (suite) A. Atteintes commises par un médecin.....	137
114. (suite) B. Protection de l'intégrité physique d'autrui.....	138
115. (suite) C. Administration de la preuve.....	139
115-1. (suite) D. L'expérimentation sur sujet humain.....	139
§ 2. Droit à la disposition de son corps et des éléments de celui-ci	141
116. Maîtrise du corps : droit de la personnalité.....	141
117. Prélèvement d'organes, de tissus ou de cellules sur un sujet vivant à des fins de transplantation thérapeutique.....	142
117-1. Prélèvement de tissus, cellules et matériel humain destinés à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique.....	144
118. Procréation médicalement assistée (P.M.A.) et recherche sur embryons <i>in vitro</i>	147

119.	(suite) Gestation pour autrui (G.P.A.).....	152
120.	Stérilisation chirurgicale. Contraception.	156
121.	Interruption volontaire de grossesse (I.V.G.). <i>Wrongful life, wrongful birth.</i>	158
122.	Loisirs dangereux, pratique sportive et dopage.	161
123.	Tatouages, piercing et scarifications.	162
124.	Sadomasochisme.	162

§ 3. Protection de la dépouille mortelle 164

125.	Bibliographie.....	164
1.	<i>Droit d'exiger le respect de la dépouille mortelle</i>	165
126.	Titularité du droit.....	165
127.	Autopsies.	165
2.	<i>Liberté de disposer de sa dépouille mortelle</i>	166
128.	Funérailles et sépultures.....	166
129.	Prélèvement d'organes, tissus ou cellules <i>post mortem.</i>	168

Section 4

Protection de l'intégrité morale

130-158.	Renvois.....	170
----------	--------------	-----

CHAPITRE 3

**Les incapacités :
protection des personnes vulnérables**

Section 1

Généralités

159.	Bibliographie.....	173
160.	Protection juridique des personnes vulnérables.	173
161.	Droits fondamentaux.....	176
162.	Définitions et notions voisines.....	177
163.	Règles d'interprétation et autonomie de la volonté.	179
164.	Le cas du déficient mental sans mesure de protection. Sort des actes juridiques.	179
165.	(suite) Mesures de protection conventionnelles ou prétoriennes.	181

Section 2

**Personnes vulnérables en raison
de leur état mental ou physique**

§ 1. Mesure de protection 182

166.	Bibliographie.....	182
167.	Généralités. Principes directeurs.	182
1.	<i>Conditions d'application</i>	184
168.	Précision et souplesse.	184
169.	A. La personne inapte doit être majeure.....	184

170.	B. État de santé.....	184
171.	C. La protection des intérêts de la personne est nécessaire.....	186
172.	D. Prodigalité.....	186
2.	Mesure de protection judiciaire.....	187
1°	Procédure.....	187
172-1.	Principes.....	187
173.	Personnes habilitées à demander la mesure.....	187
174.	Compétence.....	189
175.	Requête unilatérale. Contenu.....	190
176.	Examen de l'état de santé de la personne.....	191
177.	Instruction de la cause.....	194
178.	Désignation d'une personne de confiance.....	195
178-1.	(suite) Missions et responsabilité.....	197
179.	Désignation de l'administrateur.....	197
180.	Publicité.....	200
180-1.	Dossier administratif.....	201
180-2.	Intervention judiciaire en cours d'administration.	201
181.	Levée et modification de l'administration. Démission ou révocation de l'administrateur.....	202
181-1.	Registre central de la protection des personnes. Notifications, communications et dépôts.....	203
2°	Régime de protection.....	204
(i)	Missions de l'administrateur.....	204
182.	Assistance ou représentation personnalisée.....	204
182-1.-182-2.	Capacité ou incapacité personnalisée.....	205
(ii)	Pouvoirs de l'administrateur.....	206
a)	ACTES INTERDITS.....	206
182-3.	L'administrateur ne peut pas agir.....	206
182-4.	Autorisation.....	207
182-5.	Avis.....	208
182-6.	Décision d'un tiers.....	208
182-7.	Impossibilité d'accomplir l'acte.....	209
182-8.	Régimes particuliers. Actes médicaux.....	210
b)	MISSION D'ASSISTANCE.....	210
182-9.	Principes.....	210
182-10.	Intervention.....	210
c)	MISSION DE REPRÉSENTATION.....	211
182-11.	Principe.....	211
182-12.	Intervention.....	211
183.	Actes que l'administrateur peut accomplir seul.....	212
183-1.	Gestion des finances de la personne protégée.....	213
184.	Actes soumis à l'autorisation spéciale du juge de paix. Énumération limitative.....	213
184-1.	A. Changement de résidence de la personne protégée.....	215

185.	B. Représentation en justice comme demandeur dans les procédures et actes.....	215
186.	C. Aliénation de biens.....	217
187.	D. Emprunt et affectation en hypothèque.....	219
188.	E. Conclusion et renouvellement d'un bail.....	220
189.	F. Option héréditaire.....	220
190.	G. Acceptation de libéralités à titre particulier.....	221
191.	H. Conclusion d'un pacte d'indivision.....	222
192.	I. Achat d'un bien.....	222
193.	J. Transaction ou convention d'arbitrage.....	222
194.	K. Poursuite du commerce de la personne protégée.....	223
195.	L. Acquiescement à une demande relative à des droits immobiliers.....	223
195-1.	M. Autorisation pour apposer un signe distinctif sur des instruments de paiement.....	223
195-2.	N. Donation au nom et pour le compte de la personne protégée.....	223
195-2/1.	O. Conclusion d'un pacte successoral autorisé par la loi, en qualité d'héritier présomptif.....	224
195-3.	Actes mixtes.....	224
196.	Actes interdits.....	224
(iii) Capacité de la personne protégée.....		225
197-199.	Principe de capacité.....	225
200.	Nullité des actes irréguliers accomplis par la personne protégée après le prononcé de la mesure de protection.....	225
200-1.	Actes accomplis par la personne protégée avant le début de la protection.....	227
200-2.	Action des héritiers en cas de décès.....	227
(iv) Contrôle et sanctions de la gestion.....		228
200-3.	Informations. Coopérations.....	228
201.	Rapports multiples.....	228
201-1.	(suite) Décharge de l'administrateur des biens chargé d'une mission de représentation.....	230
202.	Garanties.....	230
202-1.	Opposition d'intérêts : administrateur <i>ad hoc</i>	230
203.	Rémunération.....	231
204.	Actes irréguliers accomplis par l'administrateur.....	233
205.	Responsabilité.....	234
(v) Administration par les parents.....		235
206.	Principes.....	235
207.	Exercice conjoint de l'administration. Conflit.....	236
208.	Contrôles.....	236
3. Mesure de protection extrajudiciaire.....		236
209.	Généralités.....	236
1° Contrat de mandat.....		237
210.	Le mandant.....	237
211.	Le mandataire.....	238

212.	Forme du contrat.....	239
213.	Contenu du contrat.....	239
2°	Mesure de protection.....	240
214.	Début de la mesure.....	240
215.	Pouvoirs du juge de paix.....	242
216.	Pouvoirs du mandataire.....	243
217.	Obligations du mandataire.....	243
218.	Rapport avec les tiers.....	244
219.	Responsabilité du mandataire.....	244
220-239.	Fin de la mesure.....	244
§ 2. La protection de la personne des malades mentaux en vue de leur traitement médical.....		
1. Généralités.....		
240.	Bibliographie.....	245
241.	Évolution de la réglementation. Droits fondamentaux.....	246
2. Règles communes aux mesures de protection.....		
242.	Conditions d'application.....	247
243.	Protection de la personne. Capacité d'exercice.....	249
3. Traitement en milieu hospitalier.....		
244.	Phasage.....	249
245.	Mise en observation. A. Procédure de droit commun.....	249
246.	(suite) B. Procédure d'urgence.....	252
247.	Maintien en traitement.....	253
4. Soins en milieu familial.....		
248.	Description.....	254
249.	Procédure et modalités.....	255

Section 3

Personnes vulnérables en raison de leur âge : les mineurs

250.	Bibliographie.....	255
251.	Généralités. Division.....	257
§ 1. Capacité résiduelle du mineur.....		
1. Actes juridiques pouvant être accomplis par le mineur.....		
252.	Typologie.....	259
253.	Actes requérant la collaboration d'autres personnes.....	260
254.	Actes pouvant être accomplis à partir d'un certain âge.....	261
255.	Actes pouvant être passés par le mineur seul.....	262
256.	Actions en justice.....	263
257.	(suite) Exception dilatoire.....	264
258.	(suite) Exceptions jurisprudentielles.....	264
2. Sort des actes irréguliers.....		
259.	Nullité et dispense de restitution.....	267
260.	A. Nullité de plein droit.....	267

261.	B. Rescision pour lésion	268
§ 2. Protection du mineur sous autorité parentale		268
262.	Administration et représentation par le(s) parent(s)	268
263.	Différences entre la gestion parentale et la gestion tutélaire des biens du mineur	269
264.	Conflits d'intérêts. A. Opposition d'intérêts entre le mineur et ses parents	270
265.	(suite) B. Opposition d'intérêts et désaccord entre les père et mère	272
§ 3. Protection du mineur sous tutelle		272
266.	Bibliographie	272
267.	Généralités	273
1. Ouverture de la tutelle		273
268.	Mineurs.....	273
269.	Majeurs	275
2. Organes		276
1° Tuteur et subrogé tuteur.....		276
270.	Tuteur : choix et désignation	276
271.	(suite) Empêchements : incapacité et exclusion.....	277
272.	(suite) Nomination de plusieurs tuteurs	278
273.	Subrogé tuteur: Tuteur et subrogé tuteur <i>ad hoc</i>	279
274.	Caractères des charges	279
2° Juge de paix et ministère public		280
275.	Juge de paix : compétence territoriale	280
276.	Ministère public : missions	281
3. Organisation		281
1° Formalités d'ouverture de la tutelle		281
277.	Inventaire.....	281
278.	Ordonnance initiale : budgets, relations bancaires, garanties, commerce.....	282
279.	Mesures urgentes.....	284
2° Documents de tutelle		284
280.	Dossier individuel de procédure.....	284
281.	Rapports annuels.....	285
3° Fin de la tutelle.....		285
282.	Causes de cessation des fonctions de tuteur	285
283.	Compte définitif de tutelle	286
4. Régime		287
284.	Gestion personnelle et patrimoniale encadrée.....	287
285.	Actes interdits ou soumis à des restrictions de principe.....	288
1° Actes soumis à l'autorisation spéciale du juge de paix		289
286.	Énumération limitative	289
287.	1. Aliénation	289
288.	2. Emprunt	292
289.	3. Hypothèque et gage	292

290.	4. Baux	292
291.	5. Option héréditaire	293
292.	6. Acceptation de libéralité à titre particulier.....	294
293.	7. Action en justice	296
294.	8. Pacte d'indivision	297
295.	9. Achat d'un bien immeuble	297
295-1.	10. Conclusion d'un pacte successoral autorisé par la loi, en qualité d'héritier présomptif.....	299
296.	11. Transaction et convention d'arbitrage	299
297.	12. Continuer un commerce	299
298.	13. Souvenirs et objets à caractère personnel	300
299.	14. Disposer de biens indisponibles en application des articles 379 ou 776 ou d'une ancienne décision du conseil de famille.....	300
2°	Gestion des capitaux et de l'épargne	301
300.	Gestion financière par le tuteur	301
301.	Gestion financière par les titulaires de l'autorité parentale.....	302
3°	Sanction des actes irréguliers	303
302.	Nullité	303
303.	Responsabilité du représentant et des tiers.....	304
§ 4.	Protection du mineur émancipé	305
<i>1.</i>	<i>Notion et conditions</i>	<i>305</i>
304.	Notion. Intérêt	305
305.	Émancipation légale par le mariage.....	305
306.	Émancipation judiciaire	305
<i>2.</i>	<i>Régime de protection</i>	<i>306</i>
307.	Incapacité partielle et limitée	306
308.	Autorisation spéciale du juge de paix.....	307
309.	Assistance du curateur	307
310.	Sort des actes irréguliers.....	307

TITRE 2

Les couples

311.	Des couples et des statuts.....	309
------	---------------------------------	-----

CHAPITRE I

Le mariage

312.	Bibliographie.....	313
------	--------------------	-----

Section I

Généralités

313.	Droit, histoire et sociologie.....	314
314.	Définition	316

315.	Mariage et droits fondamentaux	317
316.	Liberté matrimoniale. A. Fiançailles	319
317.	(suite) B. Courtage matrimonial	320

Section 2

Conditions du mariage

318.	Division. Conditions et causes de nullité	321
§ 1. Conditions de fond		321
1. <i>Vie et santé</i>		321
319.	Mariage posthume et mariage <i>in articulo mortis</i>	321
320.	Dissimulation d'un problème de santé	322
2. <i>Âge et capacité</i>		323
321.	Âge nubile. Fondement	323
322.	Dispense judiciaire	323
323.	Consentement des parents du mineur	324
323-1.	Personne déclarée incapable de contracter mariage	325
3. <i>Sexe</i>		325
324.	Ouverture du mariage aux personnes de même sexe	325
4. <i>Consentement</i>		326
325.	Notion. Existence du consentement	326
326.	Mariage simulé	327
327.	Vices du consentement. Mariages forcés	331
5. <i>Absence de mariage non dissous</i>		333
328.	Bigamie, polygamie successive et ordre public atténué	333
6. <i>Absence de lien de parenté</i>		334
329.	Inceste : des sanctions inadaptées	334
330.	Empêchements à mariage	336
331.	Tempéraments et dispense	338
§ 2. Conditions de forme		339
1. <i>Déclaration du mariage</i>		339
332.	Notion (renvoi)	339
333.	Constitution et examen du dossier	339
334.	Période d'attente. Contrôle des conditions de fond	340
335.	Surséance ou refus de la célébration	340
2. <i>Conclusion du mariage</i>		341
336.	Célébration civile	341
337.	Preuve du mariage	342
§ 3. Annulation du mariage		343
338.	Généralités. Division	343
339.	Règles communes	344
340.	Sanction des conditions de fond	345
341.	Sanction des conditions de forme	345
342.	Rétroactivité. Mariage putatif	346

Section 3

Effets du mariage

343.	Devoirs personnels et patrimoniaux. Renvois.....	348
§ 1. Le devoir de cohabitation		349
344.	Communauté de vie. Obligations.....	349
345.	Sanctions indirectes.....	351
§ 2. Le devoir de fidélité		351
346.	Infidélité et adultère	351
347.	Sanctions indirectes. Preuve de l'adultère.....	352
§ 3. Le devoir d'assistance		353
348.	Obligation morale.....	353
349.	Sanctions indirectes	353
§ 4. Le devoir de secours et de contribution aux charges du mariage		353
1. <i>Notions</i>		353
350.	Devoir de secours.....	353
351.	Devoir de contribution aux charges du mariage	354
2. <i>Sanctions</i>		356
352.	Sanctions directes. Incidence de la faute	356
353.	Pension alimentaire	356
354.	Délégation de sommes. Renvoi.....	357
§ 5. Les mesures urgentes et les modes alternatifs de règlement des conflits		357
355.	Présentation.....	357
1. <i>Modes alternatifs de règlement des conflits</i>		358
355-1.	Principes. Information	358
355-2.	(suite) Chambres de règlement amiable.....	359
356.	(suite) Médiation familiale	360
2. <i>Conditions</i>		362
357.	Conditions alternatives	362
358.	Manquement grave aux devoirs du mariage	362
359.	Entente sérieusement perturbée	362
3. <i>Procédure</i>		363
360.	Compétence du tribunal de la famille	363
361.	Déroulement de la procédure.....	363
4. <i>Mesures</i>		365
1° <i>Généralités</i>		365
362.	Urgence : réputée ou présumée	365
363.	Durée de validité des mesures	367
364.	Choix des mesures. Division.....	368
2° <i>Séparation des époux</i>		368
365.	Résidences séparées.....	368
366.	(suite) Attribution du logement à la victime de violences physiques émanant du conjoint.....	369

3° Pension alimentaire entre époux	371
367. Devoir de secours et incidence de la faute. Renvoi.....	371
5. Mesures relatives aux enfants	372
368. Renvoi	372
6. Mesures patrimoniales	373
369. Restrictions. 1. Interdiction de mesures définitives.	373
370. (suite) 2. Autonomie professionnelle	373
371. Gestion et usage de biens. Avoirs financiers.....	374
372. Apposition de scellés et inventaire	375

CHAPITRE 2 L'union libre

373. Bibliographie.....	377
-------------------------	-----

Section 1 Généralités

374. Notion. Statut de l'union libre	378
375. Protection minimale de l'union libre par les droits fondamentaux.	380

Section 2 Absence d'effets personnels

§ 1. Cohabitation et fidélité	383
376. Absence d'obligations de cohabitation et de fidélité. Conventions relatives à la rupture.....	383
§ 2. Secours	385
377. Absence de devoir de secours et d'obligation de contribution aux charges du ménage.....	385
378. Obligation alimentaire conventionnelle.....	385
379. Obligation naturelle de contribution aux charges du ménage	386
380. Ersatz : la responsabilité civile.	388
§ 3. Résolution des crises entre partenaires	389
381. Absence de mesures urgentes spécifiques.....	389

Section 3 Effets patrimoniaux. Conventions de vie commune

382-396. Effets patrimoniaux. Renvoi.....	391
397-398. Conventions de vie commune	391

CHAPITRE 3 La cohabitation légale

399. Bibliographie	393
400. Généralités.....	394

Section 1 Accès au statut

401.	Définition légale.....	395
402.	Conditions de fond.....	396
403.	Déclaration écrite remise à l'officier de l'état civil.....	397
404.	Inscription au registre de la population.....	397
404-1.	Cohabitation légale simulée ou forcée	398

Section 2 Effets personnels

§ 1.	Cohabitation et fidélité.....	399
	405. Renvois.....	399
§ 2.	Contribution aux charges de la vie commune	399
	406. Notion	399
	407. Délégation de sommes.....	400
§ 3.	Mesures urgentes pendant la cohabitation légale.....	400
	1. Conditions	400
	408. Entente sérieusement perturbée	400
	409. Compétence et procédure	400
	410. Caractères	401
	2. Mesures	401
	411. Séparation des cohabitants	401
	412. Mesures relatives aux enfants.....	402
	413. Mesures patrimoniales.....	402
	414. Mesures alimentaires	403

Section 3 Effets patrimoniaux

	415-422. Régime patrimonial impératif mais précaire. Analogie législative. Renvoi... 403	
§ 1.	Droits successoraux	403
	422-1. Droits successoraux du cohabitant légal survivant.....	403
§ 2.	Convention de cohabitation légale	405
	423-425. Conditions. Opposabilité aux tiers	405
	426. Contenu (renvoi).....	406

Section 4 Cessation de la cohabitation légale

§ 1.	Modalités	406
	427. Liberté de rupture.....	406
	428. Cessation de plein droit.....	406
	429. Cessation amiable	407
	430. Cessation unilatérale.....	407

§ 2. Effets	408
431. Absence de conséquences alimentaires	408
432. Mesures urgentes et provisoires d'aménagement de la rupture.	408

CHAPITRE 4

Le divorce et la séparation de corps

Section 1 Généralités

433. Notion. Divorce et faute.....	411
434. Droits fondamentaux.	413

Section 2

Droit transitoire de la loi du 27 avril 2007

434-1-434-6. Controverses.....	415
434-7. Maintien à titre transitoire des conditions d'acquisition ou d'exclusion de la pension alimentaire	415
434-8. Non-application immédiate de la limitation de durée de la pension alimentaire	416
434-9. La déchéance des avantages patrimoniaux.....	416

Section 3

Le divorce pour cause de désunion irrémédiable

435. Bibliographie	417
--------------------------	-----

§ 1. Conditions

436. La désunion irrémédiable « cause » de divorce. Division.....	418
1. <i>La règle : établissement de la désunion irrémédiable par l'écoulement de délais</i>	419
437. Principes.....	419
438. Séparation de fait : notion et preuve	419
439. Demande unilatérale : délais d'un an.....	420
440. Demande conjointe : délais de six ou trois mois.....	421
2. <i>L'exception : preuve de la désunion irrémédiable</i>	422
441. Principes.....	422
442. Ancien catalogue. Adultère.....	423
443. (suite) Relations homosexuelles.....	424
444. (suite) Infidélités non constitutives d'adultère	424
445. (suite) Impossibilité ou excès de relations sexuelles.....	425
446. (suite) Abandon du domicile conjugal.....	425
447. (suite) Violences	426
448-454. (suite) <i>Varia</i>	427

§ 2. Procédure

1. <i>Caractères de l'action</i>	429
455. Action d'état.....	429

2. Déroulement de l'instance	430
456. Compétence	430
457. Introduction de la demande	431
458. Audience d'introduction. Comparution personnelle	432
459. Audiences ultérieures éventuelles	434
460. Demandes nouvelles et accessoires	435
461. Prononcé du divorce. Voies de recours	435
461-1. Mention à la B.A.E.C. Acte de divorce	436
462. Dates de la dissolution du mariage	436
462-1. Dépens	437
3. Administration de la preuve	438
463. Généralités	438
464. Constat d'adultère	439
465. Actes de procédure	440
466. Aveu	441
467. Témoignages	442
468. Attestations et certificats	444
469. Correspondance. Messagerie. Journal intime	445
470. Photos. Enregistrements	446
§ 3. Mesures urgentes	447
471. Notion. Division	447
1. Conditions	447
472-473. Compétence matérielle	447
474. Urgence et provisoire. Durée de validité. Renvoi	447
2. Procédure	448
475. Procédure comme en référé. Renvoi	448
3. Mesures envisageables	449
476. Occupation du logement	449
477. (suite) Occupation gratuite d'un logement commun ou indivis à titre provisoire	449
478. Provision alimentaire	451
479. (suite) Montant. Ressources. Modalités	452
480. Autres mesures	456
§ 4. Effets du divorce pour cause de désunion irrémédiable	457
481. Généralités. Division	457
1. Effets personnels entre époux	457
482. Droit au remariage	457
483. Aménagements de la présomption de paternité	458
484. Disparition des liens d'alliance	458
485. Usage du nom du conjoint	458
486. Nationalité et droit au séjour	458
2. Effets alimentaires entre ex-époux	459
1° Conditions de fond	459

487.	À défaut d'accord, le « besoin »	459
488.	Cause de suppression facultative de la pension : la faute grave	460
489.	Cause de suppression de plein droit de la pension : la violence conjugale.....	466
490.	Cause de suppression ou de réduction facultative de la pension : le besoin créé.....	466
2°	Procédure.....	467
491.	Compétence matérielle.....	467
492.	Prescription.....	468
3°	Montant de la pension alimentaire	468
493.	Règlement conventionnel	468
494.	Règlement judiciaire. Critères légaux.....	469
(i)	<i>Le créancier</i>	470
495.	Standard de référence : au minimum la couverture de l'état de besoin.....	470
495-1.	Dégradation significative en raison du mariage ou en raison du divorce ?	473
495-2.	Ressources personnelles et charges.	476
495-3.	Modalités liées à la situation du créancier.....	479
(ii)	<i>Le débiteur</i>	480
496.	Capacités actuelles et virtuelles.....	480
497.	Limitation de la pension au 1/3 des revenus du débiteur.	482
498.	Moment de l'évaluation des ressources du débiteur.....	482
4°	Durée de la pension	483
498-1.	Limitation à la durée du mariage.....	483
498-2.	Possibilité de prolongation	484
498-3.	Causes de suppression de la pension : décès et nouveau couple.	485
5°	Variations	486
499.	Indexation.....	486
500.	Révision après le divorce. Généralités.	486
501.	Aggravation des besoins du créancier. Augmentation de la pension	488
502.	Diminution des besoins du créancier. Diminution de la pension.....	488
503.	Diminution des capacités financières du débiteur: Diminution de la pension.....	488
504.	Augmentation des capacités financières du débiteur: Absence d'incidence.....	489
6°	Paiement et sanctions	489
504-1.	Exécution provisoire de plein droit.....	489
505.	Délégation de sommes. Renvoi	489
506.	Saisie.....	490
507.	Intervention des pouvoirs publics : SECAL et CPAS.	492
508.	Abandon de famille. Renvoi.....	493
7°	Modalités	493
509.	Prescription.....	493
510.	Transaction et renonciation.....	494
511.	Capitalisation à la demande du débiteur.....	494

3. Effets patrimoniaux	495
512. Dissolution du régime matrimonial. Liquidation-partage.....	495
513. Exclusion de biens ou de dettes de la liquidation de la communauté.....	496
514. Caducité des avantages matrimoniaux.....	497
515. Droits successoraux. Exhérédation du conjoint séparé.....	497
4. Effets à l'égard des enfants	498
516. Absence d'incidence du divorce sur les droits et devoirs parentaux. Renvoi	498
517. Maintien des mesures provisoires ou de l'accord des parents.....	499
518. Modification judiciaire des dispositions relatives aux enfants.	499
519-539. Modification amiable des dispositions relatives aux enfants.	499

Section 4

Le divorce par consentement mutuel

540. Bibliographie.....	500
541. Généralités	501
§ 1. Conditions	502
542. Consentement mutuel et persévérant	502
543. Capacité.....	502
544. Absence de condition de durée du mariage.....	503
§ 2. Conventions préalables	503
545. Généralités. Force obligatoire et force exécutoire.....	503
1. Inventaire	504
546. Caractère facultatif.....	504
547. Omissions	505
2. Conventions relatives aux droits et devoirs des époux	505
1° Généralités	505
548. Domaine de la transaction	505
549. Forme et publicité.....	506
550. Règlement transactionnel lapidaire. Omissions.....	506
2° Liquidation et partage du régime matrimonial.....	508
551. Liquidation-partage amiable.....	508
552-556. Points d'attention (renvois).....	508
3° Décès d'un époux en cours d'instance	510
557. Pacte successoral autorisé.....	510
558. Avantages matrimoniaux et libéralités	510
4° Résidence des époux	511
559. Liberté	511
5° Pension alimentaire entre époux	511
560. Nature de la convention. Domaine de la transaction. Révisibilité.....	511
561. Variations conventionnelles.....	513
561-1. Révision judiciaire après le divorce.....	514
3. Convention relative aux enfants des époux	515
562. Matières d'ordre public. Applicabilité immédiate	515

1° Autorité parentale	516
563-566. Objet des conventions. Renvois	516
2° Contribution à l'entretien, l'éducation et la formation des enfants	517
567. Contribution et obligation	517
568. Montant et modalités de paiement.....	518
569. Variations.....	520
§ 3. Procédure	521
570. Division	521
1. <i>Procédure « sans incidents »</i>	521
571. Introduction de la demande	521
572. Procédure écrite.....	522
573. Comparution des parties.....	522
574. Jugement	522
575. Voies de recours et transcription. Date des effets du divorce.	523
2. <i>Incidents de procédure</i>	524
575-1. Comparution des parties.....	524
576. Modification des conventions relatives aux enfants mineurs à l'initiative du juge	525
577. Audition des enfants mineurs.....	525
578. Modification des conventions préalables sur proposition conjointe.....	526
579. (suite) Contre-lettres	526
§ 4. Effets	527
1. <i>Date des effets des conventions préalables</i>	527
580. Autonomie de la volonté.....	527
581. Caducité si le divorce n'est pas prononcé. Abandon de la procédure.....	528
2. <i>Modifications amiables</i>	528
582. Consensualisme	528
583. Clauses de variabilité (renvoi).....	528
3. <i>Modifications sur demande unilatérale</i>	529
584. Conventions relatives aux époux.....	529
585. Conventions relatives aux enfants.....	530
4. <i>Annulation des conventions pour vices du consentement</i>	532
586. Dol : l'arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 2000.....	532
586-1. Erreur ou lésion qualifiée : les arrêts de la Cour de cassation du 9 novembre 2012	533
5. <i>Abandon de la procédure</i>	534
586-2. Sort des conventions préalables.....	534

Section 5

La séparation de corps

587. Bibliographie	535
588. Généralités	535

§ 1. Causes.....	536
589. Parallélisme	536
§ 2. Procédure.....	536
590. Renvoi législatif.....	536
591. Modification de la demande.....	536
§ 3. Effets.....	537
592. Maintien du mariage.....	537
593. Relâchement du lien matrimonial.....	538
§ 4. Cessation.....	538
594. Réconciliation.....	538
595. Décès.....	539
596-599. Divorce après séparation de corps.....	539

TITRE 3 Les enfants

600. Des familles et des enfants	541
--	-----

CHAPITRE I La filiation

601. Bibliographie.....	543
-------------------------	-----

Section I Généralités

602. Notion	544
603. Évolution socio-historique. I. Le droit législatif de la filiation.	545
603-1. (suite) II. Le droit judiciaire de la filiation.....	548
604. Droits fondamentaux.....	551
605. Division	556

Section 2 La filiation légale

606. Incidence non discriminatoire du mariage.....	556
--	-----

§ 1. Établissement.....	556
1. Filiation maternelle	556
607. <i>Mater semper certa est</i>	556
607-1. (suite) Accouchement ou conception postérieurs à la modification de l'enregistrement du sexe	557
608. (suite) Accouchement anonyme.....	558
2. Filiation paternelle ou comaternelle.....	560
609. <i>Pater/mater is est quem nuptiae demonstrant</i>	560
610. Domaine de la présomption	561
610-1. Inapplicabilité de la présomption de paternité.....	562

§ 2. Contestation	565
1. Procédure	565
611. Tribunal de la famille.....	565
612. Parties à la cause. Incapacités. Opposition d'intérêts	565
613. Décès de l'enfant ou du titulaire.....	567
614. Autorité de chose jugée	568
615. Mentions dans les registres d'état civil.....	568
2. Titulaires	568
616. Extension et unification des titulaires.....	568
617. Contestation « 2 en 1 » de la filiation légale par le père biologique ou par la coparente.....	570
3. Délais	572
618. Brefs délais légaux.....	572
619. (suite) Constitutionnalité des délais légaux : empêchements absolus vs. intérêts en présence.....	576
619-1. Repenser de <i>lege lata</i> les pouvoirs du juge du fond	579
4. Fins de non-recevoir	580
620. Possession d'état. Fonction légale. Fonction actuelle.....	580
621. (suite) Constitutionnalité de la possession d'état comme fin de non- recevoir : empêchement absolu vs. irrecevabilité facultative après pondération des intérêts en présence	584
621-1. Repenser de <i>lege lata</i> les pouvoirs du juge du fond.....	586
621-2. (suite) Demande introduite par l'enfant (majeur)	587
621-3. (suite) Demande introduite par le père légal	589
621-4. (suite) Demande introduite par les héritiers du père légal décédé	591
621-5. (suite) Demande introduite par le père biologique. Contestation de la présomption de paternité	591
621-6. (suite) Demande introduite par le père biologique. Contestation de reconnaissance	593
621-7. (suite). Tentative de synthèse	595
622. Consentement à une P.M.A. : fin de non-recevoir (absolue ?)	596
5. Fondement des actions. Modes de preuve	597
623. Liberté de preuve. Preuve scientifique	597
624. (suite) Autres modes de preuve	599
625. I. Filiation maternelle : critère de l'accouchement.....	600
626. (suite) P.M.A. et G.P.A.....	601
627. II. Filiation paternelle : deux fondements de contestation.....	604
628. (suite) Contestation par dénégation.....	605
629. (suite) Contestation par preuve contraire.....	606
630. III. Filiation comaternelle	606

Section 3

La filiation volontaire (reconnaissance)

§ 1. Établissement	608
631. Acte juridique unilatéral ? Division.....	608

1. Conditions de forme et procédures	609
632. Forme.....	609
633. Capacité.....	610
634. Reconnaissance prénatale ou posthume.....	610
635. Conflit de reconnaissances	611
636. Notifications au conjoint.....	612
2. Conditions de fond	613
636-1. Lutte contre les reconnaissances frauduleuses	613
637. Consentements préalables.....	614
638. Contrôles de la vérité biologique et de l'intérêt de l'enfant. Censures constitutionnelles. Modifications législatives.....	615
639. Inceste. Constitutionnalité	618
640. Viol de la mère. Constitutionnalité	621
§ 2. Contestation	622
1. Procédure	622
641. Renvoi	622
2. Titulaires	622
642. Action réservée.....	622
643. (suite) Exclusion des tiers intéressés. Ministère public.....	625
3. Délais	625
644. Brefs délais légaux.....	625
645. (suite) Constitutionnalité : empêchements absolus vs. intérêts en présence. Office du juge du fond. Renvoi.....	626
4. Fins de non-recevoir	628
646. Possession d'état.....	628
647-659. (suite) Constitutionnalité : empêchements absolus vs. intérêts en présence. Office actuel du juge du fond. Renvoi.....	629
660. Procréation médicalement assistée. G.P.A.	629
5. Conditions de fond	630
661. Absence d'incidence de l'intérêt de l'enfant	630
662. Preuve d'un vice de consentement.....	630
663. Contestation par le parent biologique. Constitutionnalité	632

Section 4

La filiation établie par décision de justice

§ 1. Domaine	632
664. Absence de filiation.....	632
665. (suite) Enfant adultérin <i>a matre</i>	633
§ 2. Procédure	633
666. Règles communes.	633
667. Titulaires. Parties à la cause. Décès.....	634
§ 3. Délais	635
668. Prescription trentenaire extensible.....	635

§ 4. Fins de non recevoir	635
669-670. Inceste.....	635
671. (suite) Viol de la mère.....	636
672. (suite) P.M.A.	636
§ 5. Conditions	637
673. I. Action en recherche de maternité.....	637
674. (suite) G.P.A.....	637
675. II. Action en recherche de paternité.....	637
676. (suite) Enfant adultérin <i>a patre</i>	638
677. Consentements requis	639
677-1. Vérité biologique et intérêt de l'enfant	639
677-2. III. Action en recherche de comaternité.....	642

Section 5

L'action alimentaire contre le père vraisemblable

677-3. Bibliographie	642
677-4. Alternative à l'établissement de la filiation paternelle.....	642
§ 1. L'action	643
677-5. Domaine d'application.....	643
677-6. Procédure.....	644
677-7. Conditions	645
§ 2. La contribution alimentaire	646
677-8. Renvoi	646

CHAPITRE 2

L'adoption

678. Bibliographie.....	647
-------------------------	-----

Section 1 Généralités

679. Notion. Aperçu historique.....	648
680. Détournement de l'adoption	652
681. Droits fondamentaux.....	653
682. Division.....	655

Section 2 Adoption simple

§ 1. Conditions de fond	655
683. Conditions et finalité de l'adoption. Renvoi.....	655
<i>1. Adoptant</i>	656
684. Définitions. État civil.....	656
685. (suite) Lien de filiation avec l'adopté.....	658

686.	Âge et différence d'âge.....	659
687.	Aptitude à adopter.....	660
688.	Préparation à l'adoption.....	661
689.	Apparentement.....	662
690.	Suivi de l'adoption.....	662
2.	<i>Adopté</i>	663
691.	Consentement.....	663
692.	Âge.....	664
693.	État civil. Consentement du partenaire de l'adopté.....	664
694.	(suite) Absence d'adoption antérieure. Nouvelle adoption.....	664
3.	<i>Parents de l'adopté</i>	666
695.	Consentement parental. Titulaires.....	666
696.	Refus.....	667
697.	Rétractation.....	669
§ 2.	Conditions de forme	669
1.	<i>Recueil des consentements</i>	669
698.	Consentements personnalisés.....	669
699.	Consentements non personnalisés.....	670
2.	<i>Procédure</i>	671
700.	Compétence.....	671
701.	Instruction de la cause.....	671
702.	Jugement. Opportunité de l'adoption.....	673
703.	(suite) Jurisprudence.....	674
704.	Formalités d'état civil. Accès aux données d'origines.....	675
§ 3.	Effets	676
705.	Étendue des effets. Division.....	676
1.	<i>Nom et prénoms</i>	677
706.	Larges possibilités de changement.....	677
2.	<i>Autorité parentale</i>	678
707.	Principe : transfert d'autorité parentale. Droits résiduaire.....	678
708.	Adoption « endofamiliale » simple : partage d'autorité parentale.....	678
709.	Tutelle.....	679
3.	<i>Obligations alimentaires</i>	679
710.	Dans la famille adoptive.....	679
711.	Dans la famille d'origine.....	680
4.	<i>Droits successoraux</i>	680
712.	Droit civil et droit fiscal. Synthèse.....	680
5.	<i>Empêchements à mariage</i>	681
713.	Superposition. Renvoi.....	681
§ 4.	Révision	681
714.	Notion. Conditions.....	681
715.	Procédure.....	682

§ 5. Révocation	682
716. Notion. Conditions.....	682
717. Procédure.....	683

Section 3 Adoption plénière

§ 1. Conditions de fond	683
718. Conditions requises dans le chef de l'adoptant.....	683
719. Conditions requises dans le chef de l'adopté.....	684
720. Consentements.....	684
§ 2. Conditions de forme	684
721. Procédure.....	684
722. Conversions.....	684
§ 3. Effets	685
723. Étendue des effets	685
1. <i>Nom et prénoms</i>	685
724. Changement.....	685
2. <i>Autorité parentale</i>	685
725. Principe : transfert d'autorité parentale. Droits aux relations personnelles.....	685
726. Adoption « endofamiliale » plénière : partage d'autorité parentale	686
3. <i>Empêchements à mariage</i>	687
726-1. Renvoi	687
§ 4. Révision	687
727. Renvoi.....	687
§ 5. Irrévocabilité	687
728. Principe. Nouvelle adoption.....	687

Section 4 Adoption internationale

729. Avertissement. Division.....	688
§ 1. Enfant résidant habituellement dans un État étranger	690
730. Préparation à l'adoption.....	690
731. Qualification et aptitude à adopter. Procédure de constat.....	690
732. Apparentement. Encadrement par un organisme agréé ou par l'A.C.C.....	692
733. Conditions du déplacement de l'enfant vers la Belgique en vue de son adoption	693
733-1. Hypothèse où le pays d'origine ne connaît ni l'adoption, ni le placement en vue de l'adoption	695
734. Procédure judiciaire d'établissement de l'adoption en Belgique.....	696
735. Formalités d'état civil. Accès aux données d'origines.....	697
736. Mesures de sauvegarde. Conciliation des intérêts en présence.....	697
§ 2. Enfant résidant habituellement en Belgique	699
737. Désir d'adoption	699

738.	Adoptabilité de l'enfant. Procédure de constat.....	699
739.	Conditions du déplacement de l'enfant à l'étranger en vue de son adoption.....	700
740.	Poursuite de la procédure d'adoption à l'étranger.....	701
§ 3. Droit international privé.....		701
741.	Synthèse des règles légales.....	701
742.	Statut personnel. Règles spéciales d'applicabilité.....	701
743.	Conversion, révision, révocation.....	703

CHAPITRE 3

L'autorité parentale

744.	Bibliographie.....	705
------	--------------------	-----

Section 1 Généralités

745.	Notion.....	708
746.	Droits fondamentaux.....	709
747.	Autorité parentale au sens strict et prérogatives sur l'état de l'enfant.....	713
748.	Tutelle officieuse.....	714

Section 2 Prérogatives

749-750.	1. Droit d'éducation et de contact avec l'enfant.....	715
751-752.	2. Administration du patrimoine du mineur: Représentation. Jouissance légale.....	719

Section 3 Titularité

753.	Notion. Parenté sociale.....	721
754.	Déchéance de l'autorité parentale.....	722

Section 4 Exercice

755.	Notion.....	724
------	-------------	-----

§ 1. Exercice conjoint.....		724
756.	Parents cohabitants. Principe.....	724
757.	Présomption d'accord parental à l'égard des tiers de bonne foi.....	725
758.	Parents séparés : maintien de l'exercice conjoint et de la présomption d'accord. Hébergement de l'enfant.....	727
759.	Hébergement alternatif. Formules courantes.....	727
760.	Règlement conventionnel de l'hébergement.....	730
760-1.	Règlement judiciaire de l'hébergement de l'enfant. Priorité à l'hébergement égalitaire.....	731
761.	Audition de l'enfant.....	735
761-1.	Mesures d'investigations. Expertise.....	738

§ 2. Exercice exclusif	739
762. Condition : désaccords fondamentaux. Conséquences	739
763. Hébergement de l'enfant.....	742
764-765. Droits du parent n'exerçant pas l'autorité parentale. Relations personnelles. Surveillance. Information	742
§ 3. Exercices conjoint et exclusif combinés	745
766. Exercice conjoint tempéré	745
767. Exercice exclusif tempéré.....	745

Section 5 Contrôle judiciaire

768. Division.....	746
§ 1. Aménagement de l'exercice de l'autorité parentale	746
769. Compétence. Saisine permanente.....	746
770. Objet des demandes.....	748
771. Titulaires du droit d'action. Grands-parents. Tiers.....	750
§ 2. Recours contre un acte de l'autorité parentale	751
772. Compétence	751
773. Recours <i>a priori</i> . Exercice conjoint.....	752
774. (suite) Exercice exclusif.....	753
775. Recours <i>a posteriori</i> . Exercice conjoint. Situation des tiers	753
776. (suite) Exercice exclusif.	755
§ 3. Exécution des décisions judiciaires	755
777. Procédure. Mesures de contrainte. Modification du règlement.....	755
777-1. Reprise forcée de l'enfant.....	757
777-2. Astreinte.....	758
778. Enlèvement international d'enfants.....	760
§ 4. Sanctions pénales	764
779. Abandon de famille. Non-représentation d'enfant.....	764

Section 6 Relations personnelles hors autorité parentale

780. Notion	765
781. Titulaires.....	765
782. Régime.....	768

Section 7 Les accueillants familiaux

782-1. Notion	770
782-2. Délégation des attributs de l'autorité parentale	770
782-3. L'exercice des attributs de l'autorité parentale délégués	771
782-4. Modification et fin de la délégation	771

CHAPITRE 4

Les obligations alimentaires

783.	Bibliographie.....	773
------	--------------------	-----

Section I Généralités

784.	De la parenté proche à la famille élargie.....	774
785.	Division. Frais funéraires.....	776

Section 2 Obligation parentale d'entretien, de formation et d'éducation des enfants

§ 1.	Contenu et montant	777
	786. Contenu matériel, éducatif et financier.....	777
	787. Montant : obligation.....	780
	787-1. (suite) Frais extraordinaires.....	781
	788. (suite) Contribution.....	785
	789. Fixation amiable ou judiciaire. Méthode de calcul.....	790
	790. Affectation des ressources personnelles de l'enfant.....	794
§ 2.	Débiteurs	797
	791. Les parents. Effet de la filiation	797
	792. (suite) Obligation de chaque parent non solidaire mais proportionnelle à sa part dans les facultés cumulées.....	798
	793. Nouveau conjoint ou cohabitant du parent	799
§ 3.	Durée	801
	794. Enfant mineur.....	801
	795. Enfant majeur	801
	796. Incidence du comportement de l'enfant	803
§ 4.	Sanctions	804
	797. Action personnelle de l'enfant contre le(s) parent(s). Représentation du mineur.....	804
	798. Recours contributoire des parents.....	805
	799. Modalités : indexation ou adaptation de plein droit, délégation de sommes (renvoi), compte-enfant, saisies, avances et sanctions pénales.....	805

Section 3 Obligations alimentaires liées à la parenté ou l'alliance

800.	Présentation.....	808
§ 1.	Débiteurs et créanciers	809
	801. Division.....	809
	<i>1. Personnes tenues en vertu du mariage.....</i>	<i>809</i>
	802. Conjoints et ex-conjoints vivants.....	809
	803. Conjoints et ex-conjoints décédés : pension successorale.....	809

2. Personnes tenues en vertu de la parenté et de l'alliance	811
804. Parents et enfants sans limitation de degré.....	811
805. Ascendants : pension successorale.....	811
806. Alliés et beaux-enfants sociologiques.....	812
3. Personnes tenues au sein de la « pseudo-famille »	813
807. Paternité biologique. Tutelle officieuse.....	813
4. Personnes tenues d'une obligation naturelle	813
808. Notion. Régime.....	813
809. Applications	814
5. Obligations de la collectivité	815
810. Subsidiarité. Renvoi aux débiteurs d'aliments.....	815
811. Recouvrement des subsides	816
§ 2. Objet et conditions	817
1. Situation du créancier	817
812. Besoins, charges et ressources.....	817
813. Comportement compatible avec le droit aux aliments. Respect de la vie privée et familiale.....	819
2. Situation du débiteur	820
814. Ressources et charges	820
§ 3. Mise en œuvre judiciaire	821
815. Pension alimentaire. Compétence judiciaire. Renvoi	821
1. Variabilité de la pension alimentaire	822
816. Autorité relative de la chose jugée. Révision judiciaire. Indexation.	822
2. Délégation de sommes	823
817. Modalité de paiement de l'obligation alimentaire.....	823
818. Domaine d'application.....	824
819. Réclamation rétroactive d'aliments et arriérés de pension alimentaire	825
820-821. Procédure.....	826
3. Exécution	826
821-1. Exécution provisoire.....	826
821-2. Exécution forcée. Saisies. Renvoi	826
4. Prescription	827
822. Aliments arrérages en 5 ans.....	827
5. Sanctions pénales	829
823. Renvoi.....	829

Section 4

Hiérarchie des créanciers et débiteurs alimentaires

824. Absence de hiérarchie légale	829
§ 1. Pluralité de débiteurs sollicités par un créancier	829
825. Présence d'un époux ou d'un ex-époux.....	829
826. Présence de parents	830

827.	Pluralité de débiteurs solvables.....	831
828.	Insolvabilité d'un débiteur: Recours contributives.....	831
§ 2.	Pluralité de créanciers sollicitant un débiteur	832
829.	Hiérarchie.....	832
830.	Répartition entre créanciers de même rang	832
Index alphabétique		833